MIGRATION INTERNE ET CHANGEMENT DE LANGUE À BRUXELLES

Un combat pour l'égalité socio-culturelle, qui durait depuis plus de cent cinquante ans, s'est en grande partie calmé, du moins en ce qui concerne les langues. Il était mené par la communauté néerlandophone de Belgique, qui était devenue célèbre comme "la seule majorité opprimée d'Europe". Ce peuple, les Flamands, a obtenu des lois rigoureuses qui lui ont donné ce pour quoi il avait commencé à lutter après 1830: l'autonomie de son aire quant à la langue. Cette évolution a été favorisée par l'essor socio-économique du Nord belge, contrastant avec le déclin simultané d'un Sud traditionnellement basé sur l'industrie lourde. Un unilinguisme presque intégral a été atteint par la législation administrative et scolaire, par la fixation consécutive et définitive de la frontière des langues (1962, fig. 1) à partir de considérations historiques, ethniques et politiques, et enfin par l'obligation faite aux entreprises d'employer la langue de la région où elles se trouvent.

La question des langues se trouve donc soustraite au domaine des passions; rien ne s'oppose désormais à sa clarification à l'échelle belge. Une telle clarification fut préparée dès le siècle dernier par un mouvement flamand aux ressorts moins sociaux qu'éthnoculturels, bien ancré dans une conception du monde particulière. Ce mouvement contribua sans nul doute à plusieurs mesures: la promulgation de la loi Cormans, interdisant qu'un jugement fut rendu en une langue incompréhensible à l'accusé; les tentatives répétées de néerlandiser l'Université d'État de Gand (néerlandais de 1914 à 1918 et depuis 1933); la fixation déjà mentionnée, après la seconde
guerre mondiale, des frontières séparant les trois aires linguistiques. Celles-ci - Flandre, Wallonie, Belgique allemande - évoluent donc systématiquement vers l'unilinguisme ; c'est à peine si l'on concède aux dialectes, encore fort répandus, la moindre chance de survie.

Seule exception, Bruxelles, la capitale, est officiellement bilingue, à la fois francophone et néerlandophone. Le plurilinguisme fort original qui y règne peut être étudié par des méthodes sociologiques et sociolinguistiques : le large éventail des problèmes ainsi posés requiert une représentation pluridisciplinaire. En effet, on peut en examiner les aspects économiques et sociaux, les perspectives géographiques et culturelles, mais aussi enquêter sur les interférences et les rôles de comportement, sur la diglossie et le plurilinguisme. La linguistique spatiale tient compte également des minorités ethnoculturelles et sociales. De son côté, l'étude du comportement dans le domaine de la langue et de la culture fournit des données aux instances appelées à fixer la politique correspondante, notamment quant à l'école. En outre, des analyses minutieuses du langage employé et des fautes commises contre la norme reconnue permettent d'élaborer des programmes d'aide aux minorités linguistiques pour compenser leur situation défavorisée ; celle-ci, en effet, ne provient que trop souvent des ghettos socio-économiques au sein desquels le contact de langues, en réaction contre l'assimilation culturelle menaçante, ne peut qu'engendrer un conflit de langues.

Avec presque un million d'habitants, Bruxelles comprend aujourd'hui dix-neuf communes de structure variée. Situées dans la partie flamande de la Belgique, elles étaient traditionnellement de langue néerlandaise, mais renfermaient une petite minorité francophone (environ 5%) depuis la fin du dix-huitième siècle. A partir de 1850 environ, la situation évolue vers la francisation (fig. 2) ; en fait, les trois quarts des bilingues étaient probablement de langue maternelle néerlandaise.

Malgré les apparences, de tels recensements portant sur les langues ne renseignent nullement sur l'importance numérique d'une communauté linguistique déterminée. Certes, il est déconcertant que des relevés officiels systématiques ne fournissent point d'indications efficaces sur le nombre des locuteurs. Les considérations générales qui suivent aideront à comprendre ce paradoxe.

Les résultats quantitatifs varient du tout au tout selon la méthode employée et le but poursuivi. Certes, les recensements réguliers de la population belge, effectués de 1846 à 1947, semblent informer clairement sur la composition de la population bruxelloise. Néanmoins, il n'existe, que je sache, aucun instrument permettant de mesurer exactement les caractéristiques culturelles, et donc d'abord linguistiques, d'une population donnée. La ou les langues que les personnes interrogées disent employer correspondent au groupe social auquel elles s'identifient et à la communauté à laquelle elles se veulent fidèles, plutôt qu'au système effectivement employé pour communiquer. La conscience sociale détermine souvent la réponse. Il faudrait donc mesurer, non seulement la pression de la société, mais aussi la considération et le prestige dont jouit une langue. Or, aucun établi ne permet d'identifier exactement la langue maternelle et une éventuelle langue seconde. Les recensements relatifs aux langues n'en restent pas moins utiles : même sans fournir des chiffres absolument
valables, ils révèlent comment et en quel sens la situation évolue.

Bref, on ne peut interpréter de telles statistiques ethnoculturelles qu'en les situant dans leur contexte socio-psychologique et historique. La tentative d'évaluer quantitativement la population néerlandophone n'aboutit donc qu'à des résultats impartiaux parce que trop subordonnés, chez chaque enquêteur, au point de départ et à l'hypothèse de travail (fig. 3). Prenant conscience de ce fait, les autorités belges, en 1947, ont renoncé à dénombrer les usagers des différentes langues. Des consultations populaires, toutefois, il ressort une diminution constante des néerlandophones à Bruxelles (Belgique: francophones 35%, germanophones 1%, reste néerlandophone). Comme on ne dénombre plus les minorités linguistiques, autorités et chercheurs manquent d'informations sur les changements, faute de critères quantitatifs valables. L'analyse des renseignements fournis par les recensements antérieurs permet de formuler les propositions suivantes:

1. Les données statistiques ne peuvent que déformer et dénaturer la réalité linguistique au profit de l'idiosyncrasie dominant.

2. Les facteurs politiques et économiques exagèrent et grossissent la position privilégiée de la majorité ou, socialement parlant, de l'élite.

3. Il semble inévitable que l'optique de celui qui ordonne les recensements (ici l'État) se trouve faussée par la projection ou la sélection de certains résultats, aux dépens d'un autre groupe.

4. La question constamment posée, relative à la langue la plus souvent parlée, est mal formulée.

5. Les réponses se trouvent faussées par l'hostilité souvent politisée envers certains locuteurs.

En outre, dans le cas de Bruxelles, un phénomène supplémentaire réduit la valeur de toute enquête et de tout dénombrement portant sur les langues: l'existence de Flamands optant pour le français, d'abord par contrainte socio-économique, puis par libre choix.

Certes, les conflits de langues ne concernent pas que les États traditionnellement basés sur le plurilinguisme: tous les États d'Europe, sauf l'Islande, regroupent plusieurs communautés ethniques et connaissent donc ce problème. La sociologie a mis au point des schémas permettant de décrire ce phénomène. Ainsi, on peut partir de groupes considérés comme exemplaires et qui, à l'aide des mêmes normes de comportement, constituent un organe de contrôle veillant à ce que soient sanctionnées leur observation et leur transgression.

Les minorités naissent le plus souvent de trois facteurs, migration, socialisation et assimilation. Cette dernière est particulièrement importante pour évaluer, dans les aires hétérogènes, les changements de langue, ou, au contraire, la stabilité linguistique. A quelles conditions et pour quelle visée l'immigré peut-il s'intégrer ? À quel groupe s'identifier-t-il ? Dans quelle communauté culturelle s'accorder-t-il de préférence ?

Néanmoins, même la sociologie n'est point encore parvenue à enquêter un schéma conceptuel valable des pays à plusieurs langues, comme la Yougoslavie, l'Espagne et l'U.R.S.S., et de la façon dont s'y comportent les différents groupes. Cela provient évidemment de la multiplicité des contacts linguistico-
ques. Comme tous les schémas proposés perdent de vue le rapport avec la réalité, il faut, sans vouloir en tirer des conclusions générales, tenir compte de la situation particulière existant à Bruxelles. Ainsi, le contexte social, par les stimulations qu'il émet, contraint l'immigrant à opter pour ou contre telle ou telle langue. Pour élucider les causes de ce phénomène et dévoiler la structure de l'alléганation ethnoculturelle (ici, en fait, de la francisation), examinons la situation linguistique des principaux secteurs composant la société bruxelloise; pour chacun d'entre eux ont été interrogés plusieurs témoins 2

Il faut partir du mépris dans lequel, naguère, on tenait le nèerlandais 3. La masse des ouvriers et employés parlait un dialecte de cette langue, nommé bruxellois ou flamant; à tous les échelons supérieurs, au contraire, dominait le français 4. Depuis plusieurs décennies, on observe les changements de langue et de culture dans le creuset bruxellois, mais sans leur apporter d'explication satisfaisante. En effet, les indigènes n'opposant aucune résistance à cette acculturation, celle-ci s'effectuait sans heurts 5. Elle n'a été ralentie et finalement arrêtée qu'avec la montée d'une élite nèerlandophone consciente de sa langue et de sa civilisation; ce dernier phénomène était déjà nettement perceptible lorsqu'entrèrent en vigueur les lois communautaires de 1962. Mais ces "angry young men", cadres supérieurs sortant des universités, vivaient coupés des masses, ce qui ne permettait pas d'attendre pour l'immediat un renversement de tendance par nèerlandisation (vernederlandsing).

De l'évolution ethnoculturelle de Bruxelles dépend la survie de l'État belge. Pour cerner ce qu'on entend par francisation de Bruxelles, nous voulons tenter d'analyser le mécanisme de cette acculturation, dont de récentes enquêtes (fig. 4) prouvent la permanence. 763 Flamands, nèerlandophones à 92%, immigrés dans la capitale depuis la guerre, disent déjà y employer en public le français dans plus de 25% des cas 6. Interrogés sur les causes principales de la francisation, ils ont nommé, en ordre décroissant, les facteurs suivants:

1) manque de courage et d'amour-propre;
2) croyance en la supériorité culturelle du français;
3) ascension sociale facilitée par le français;
4) milieu francophone;
5) dents linguistiques des Flamands;
6) la minorité doit se plier;
7) pression exercée par les francophones;
8) les enfants fréquentent des écoles françaises.

Il convient d'interroger les immigrés, car 17% seulement des habitants de Bruxelles y sont nés (fig. 5). Mais les migrations à l'intérieur de la capitale elle-même ne permettent guère d'évaluer exactement la composition de sa population. Pour préciser le tableau de l'alléghanation et de ses mécanismes apparemment inévitables, on a donc interrogé des témoins appartenant au monde économique et social bruxellois; voici ce que révèle cette enquête:

1. Entreprises industrielles: Comme elles livrent dans toute la Belgique et même à l'étranger, c'est la demande qui leur dicte leur comportement linguistique. Depuis peu, elles s'efforcent généralement au bilinguisme; celui-ci, néanmoins, continue à dépendre du niveau auquel elles agissent.
2. Banques: A une exception près, le monde bancaire, françai
s à 90%, continue à manifester son hostilité au néer-
landais.

3. Assurances: La situation y est nettement meilleure (fran-
cais 60%, néerlandais 40%), probablement grâce aux nom-
breux employés travaillant en néerlandais; on ne note
plus la moindre hostilité à cette langue, même au niveau
des directions.

4. Grands magasins: Français 70%, néerlandais 30%. Dans ce
domaine, on remarque deux phénomènes: le grand nombre de
Flamands francisés, le recrutement intensif de personnel
monolingue français, liégeois par exemple.

5. Petit commerce: C'est le meilleur exemple d'aliénation
linguistique et d'acculturation. Il est curieux de noter
chez les nombreux Flamands francisés une crainte parti-
culièremenl forte de ce qu'ils nomment "l'impérialisme
flamand". Cette couche moyenne de première importance,
biin plus large que par exemple en Allemagne ou en Scan-
dinavie, se trouve encore renforcée et francisée par les
boutiques qu'ouvrant certains des 250 000 immigrants
nord-africains.

De l'examen des entreprises privées, on peut tirer deux
importantes conclusions:
- Dans le domaine de l'industrie, des banques et des assu-
rances, autrement dit du capital, la barrière linguis-
tique est en même temps sociale.
- Les catégories sociales inférieures ne contribuent nul-
lement à conserver le néerlandais.

Passons à d'autres secteurs:

1. Services publics et semi-publics: Transports en commun
et téléphone s'efforcent d'atteindre la parité communau-
taire, défavorable pour les Flamands puisqu'ils forment
65% de la population belge. Tous les autres services pu-
blics essaient de tourner la législation relative aux
langues, c'est-à-dire qu'ils fonctionnent surtout en
français, séquelle manifeste du passé récent. D'après
un chef de section, "chacun choisit la langue qu'il parle
en fonction de son propre courage". Quelques chiffres
illustrent cette situation (F = francophones, N = néer-
landophones):
- directions: 160 F, 13 N;
- chefs de section: 625 F, 154 N;
- cadres en général: 1072 F, 358 N.

En particulier, certains pouvoirs de décision comme les
services sociaux et du personnel sont exercés en majo-
rité par des francophones, alors que les nombreuses pla-
ces de traducteurs constituent un bastion néerlandais.
La aussi, l'évaluation quantitative se trouve compliquée
par la nécessité de distinguer entre francophones et
Flamands francisés.

2. Emplois gouvernementaux et ministères: Dans ce domaine,
grâce aux lois communautaires, il ne se pose plus guère
de problème.

3. Services urbains: La situation varie selon la commune,
depuis Anderlecht avec sa population ouvrière jusqu'au
"beau quartier" d'Uccle. Comme les étrangers sont sou-
vent aussi nombreux que les néerlandophones, ces derniers
se trouvent alors en minorité, car les migrants, en raison de leur situation sociale instable, cherchent toujours à se joindre à la communauté prépondérante, celle des francophones. Dans les services urbains, donc, le français domine de loin. Il faut noter les mauvaises relations existant souvent entre les employés et provenant de la peur qu’éprouvent pour leur carrière les francophones monolingues face aux Flamands généralement bilingues.

4. Hôpitaux: Un premier examen aboutit au résultat suivant: Bruxelles compte quarante hôpitaux avec 5500 lits; les malades, venant souvent de loin, se répartissent également entre les deux communautés linguistiques, mais les néerlandophones ne disposent que du quart des lits. Dans ce domaine, les malentendus dus à la différence de langue entre malades et personnel peuvent avoir des conséquences fort graves.

5. Enseignement: Dans ce domaine, l’infrastructure est satisfaisante, car, depuis l’introduction de la "liberté du père de famille" voici cinq ans, la minorité néerlandaise jouit de mesures protectrices quant aux classes. Dans les écoles françaises, 25% des élèves sont étrangers.

6. Jurisprudence: Bien que, là aussi, la pointe de la pyramide soit entièrement francophone, les avocats de langue néerlandaise (150 sur 1000) constituent maintenant un groupe social particulier, dont un tiers indique son adresse en néerlandais.

Quant à l’Église, au sein de laquelle le haut clergé encourageait naguère la francisation, son influence dans une grande ville comme Bruxelles a fort reculé. La presse, de par son caractère unilingue, ne pose aucun problème; du reste, les kiosques vendent maintenant des journaux en néerlandais. Parmi les facteurs contribuant à maintenir l’ethnoculture des Flamands, il faut tout au plus noter leur faveur envers les cercles néerlandais. Ceux-ci, environ 700, avec plus de 25 000 jeunes membres, considèrent le conflit des langues comme un problème socio-économique entre exploitants et exploités. Les adhérents parlent leur langue sans gêne; seuls ceux qui, vers quatorze ou quinze ans, quittent l’école ou le collège professionnel risquent encore la francisation.

Cette description préliminaire des facteurs d’aliénation à Bruxelles, toute instructive qu’elle est, contraint à s’interroger sur l’opinion des Bruxellois eux-mêmes (fig. 6). Lorsqu’on demande à 118 Bruxellois quel est le problème le plus important de Belgique, le conflit communautaire vient en troisième position. Le Bruxellois de naissance, certes, ne le connaît point: il refuse de choisir entre les deux langues de culture. Quant aux autres habitants de la capitale, on peut dégager quelques lignes de séparation entre contact et conflit de langues.

L’ouvrier se francise toujours: la petite bourgeoisie, à laquelle il cherche à ressembler, est francisée depuis longtemps, et la jeune élite néerlandophone avec sa consistance ethnique reste pour lui inaccessible. Pour cet ouvrier, la "culture bruxelloise" s’exprime par l’Opéra national, le Théâtre de la Monnaie, le Palais des Beaux-Arts au nom prestigieux, et tout cela ne peut lui apparaître que français. D’autre part, la classe moyenne des employés et vendeurs unilingues exprime sa peur de perdre ses privilèges en mettant
au premier plan son appartenance ethnoculturelle, d'où la force du Front démocratique des francophones (F.d.f.), majoritaire dans la plupart des communes et auquel appartiennent de nombreux bourgmestres.

Faute de critères définissant une communauté linguistique, certains partis demandent l'introduction d'une sous-nationalité. Néanmoins, des réglementations autoritaires ne fonctionnent pas toujours. Ainsi, le délégué responsable du gouvernement pour l'application des lois de 1962 relatives aux langues est le vice-gouverneur du Brabant; mais presque tous les maires bruxellois, dont dix sont parlementaires, font fi de son autorité. L'organisme suprême de surveillance, la Commission permanente de contrôle linguistique, ne dispose que de compétences consultatives; on peut donc supposer que les instances politiques ne travaillent pas toujours efficacement.

Examinons à nouveau la situation sociolinguistique dans laquelle le Flamand immigré à Bruxelles se sert de l'une des deux langues ou de toutes deux (fig. 7). On y voit clairement que, dans certains cas, il passe au français. D'où vient donc cette étonnante propensity à adopter une langue étrangère? Outre les mécanismes d'acculturation que produit le marché du travail par l'infrastructure de ses secteurs essentiels, il faut tenir compte d'un autre facteur qui, en certains cas, contraint au changement spontané de langue.

Faute d'attaches culturelles solides, les immigrants flamands arrivent à Bruxelles, non point en groupe, mais individuellement, avec la ferme volonté de s'intégrer socialement au plus vite; le produit social brut y est d'un tiers plus élevé que la moyenne belge. Par cette grande disponibilité à s'adapter, les Flamands, majoritaires dans l'Etat, sont devenus et restent minoritaires à Bruxelles. Comme la supériorité numérique des francophones semble écrasante, les immigrants cherchent à se joindre à eux, aussi bien dans le domaine professionnel que dans la vie privée, et s'élevent ainsi dans la hiérarchie sociale. Chez de tels immigrants, les mariages mixtes sont particulièrement nombreux, impliquant tout naturellement l'adaptation, toujours pour des raisons de prestige, à la langue du conjoint ou de la conjointe; le français domine donc dans le jeune foyer, et partant dans la génération suivante. Une enquête sociolinguistique sérieuse doit donc examiner la langue conjugale tout autant que la maternelle, la seule ou presque considérée jusqu'à présent.

L'enquête a confirmé cette observation. Parmi les enfants nés de mariages linguistiquement mixtes, 74% sont envoyés dans des écoles françaises; avec eux commence donc un changement de langue que la génération suivante achèvera. Des enquêtes antérieures ont prouvé que les femmes, plus que les hommes, tendent à changer de langue et à s'acculturer pour raison de prestige; cela pourrait aussi s'expliquer par le fait qu'elles travaillent surtout dans le secteur privé, très largement francisé.

Que conclure de cette enquête préliminaire portant sur les contacts et conflits de langues au sein d'une grande ville comme Bruxelles? On peut fixer ici quelques points d'importance inégale:

1. De l'aspiration à s'élever socialement et financièrement en s'intégrant à un groupe supérieur qui n'en tolère point d'autre, naît inéluctablement, soit l'accultura-
tion par changement de langue, soit le conflit des lan-
gues et des cultures.

2. Faute d'un groupe social de référence parlant la même
langue, les classes inférieures et moyennes continuent
de s'acculturer.

3. Pour étudier les conflits de langues et de cultures, la
sociolinguistique doit examiner, non les individus, mais
les groupes (familles) et leur comportement linguistique.
On ne peut éclairer qu'ainsi ce qui déclenche le change-
ment de langue. 

4. Les conditions de ce phénomène ne peuvent être étudiées
adéquatement que par la collaboration de plusieurs dis-
triplines.

Centre de recherche sur
le plurilinguisme
B 1080 Bruxelles

P. H. Nelde

Notes

1. Nous ne pouvons ici qu'esquisser les conséquences de cette tendance à
l'unilinguisme pour la troisième aire ethnique de Belgique, celle,
dans l'Est du pays, où l'allemand est officiel. Là aussi, un Conseil
culturel allemand, semblable aux deux Conseils culturels français et
néerlandais, assumera en grande partie les fonctions d'un parlement
régional et pourra prendre des décisions et émettre des décrets. On
s'achemine donc progressivement vers le fédéralisme quant aux problè-
mes ethnocoloniaux relevant de la politique.

2. C'est surtout à la Commission de la culture néerlandaise à Bruxelles
et à Monsieur F. Louck, du Centre de sociologie de l'Université libre
de Bruxelles (Wetenschappelijk onderzoek van de Brusselse taaltoestan-
den, inédit, Bruxelles 1974-76), que je dois de m'avoir livré à ces
réflexions sociolinguistiques et de m'avoir communiqué les résultats
des enquêtes.

3. Il y a dix ou vingt ans, alors que la tension était à son comble, il
suffisait souvent de parler néerlandais en toute situation pour se
voir traiter d'extrémiste ou de fasciste.

4. On peut s'étonner que le mouvement socialiste ait tant tardé à com-
prendre quel potentiel électoral cette situation lui offrait. Fonc-
tionnaires syndicaux et représentants du Parti communiste se servaient
surtout du français, perdant ainsi l'occasion de contenir la franci-
sation et de libérer le prolétariat de l'oppression appauvrissante
qu'il subissait.

5. Les Bruxellois autochtones ou "Marolles" parlent un tholo braban-
çon, auquel se superpose souvent le français comme langue de culture.
Néanmoins, au cours de ces dernières années, la prospérité a entraîné
un exode hors de la ville, compensé par l'immigration de nombreux tra-
vaillleurs nord-africains, de sorte que l'arabe semble devenir la lan-
gage véhiculaire le plus répandu.

6. La situation des Bruxellois néerlandophones ressemble à celle des
Suisse germanophones, diglossiques à plus de 90%, lesquels, outre
leur langue de culture, emploient couramment un dialecte.

7. On voit que la langue, pour les Flamands de Bruxelles, revêt un car-
actère fonctionnel.

8. Un psychologue devrait analyser les conséquences d'une telle situ-
ation pour la personnalité de ces Flamands.

9. La presse politique qualifie ces derniers de "pseudo-Flamands".

10. Comme justification convaincante de la crainte flamande de se trouver
mis en minorité, mentionnons, à titre d'exemple, la "querelle des
guichets" qui se produisit récemment dans la commune de Schaarbeek
et mit en péril le gouvernement: les Flamands protestèrent vigoureuse-
ment contre certaines pratiques de la municipalité en vertu desquelles
les francophones, et même les étrangers, étaient servis plus généreux-
sement que les Flamands.

11. La presse flamande commente par le menu certaines conséquences de
mais tendues linguistiques, ainsi qu'gems un organisme est opéré au lieu
d'un autre.

12. Ce fait provient d'ailleurs moins de la fierté flamande que des con-
naissances imparfaites de français dont dispose la jeunesse génération
d'avis.
13. À l'opposé de ce changement de langue dans une grande ville, Åkerman considère les femmes, en milieu rural, bien plutôt comme les gardiennes de la langue maternelle (Åkerman 1976, 61).

14. Il est manifeste qu'on ne peut décrire en détail le changement de langue sans y inclure le comportement interdépendant des différents groupes, ainsi que certains mobiles humains pouvant jouer comme facteurs d'acculturation, tels que l'amour et le mariage.

15. Åkerman 1976, 68.

Bibliographie


Evolution linguistique de l'agglomération bruxelloise

<table>
<thead>
<tr>
<th>An</th>
<th>Population totale</th>
<th>Plutôt F</th>
<th>Plutôt N</th>
<th>F</th>
<th>N</th>
<th>Bilingues F-N</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1846</td>
<td>211834</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>67798</td>
<td>141060</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>1880</td>
<td>436710</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>101286</td>
<td>183383</td>
<td>114268</td>
</tr>
<tr>
<td>1900</td>
<td>626075</td>
<td>-</td>
<td>-</td>
<td>139892</td>
<td>159815</td>
<td>266008</td>
</tr>
<tr>
<td>1930</td>
<td>892183</td>
<td>559664</td>
<td>300575</td>
<td>331052</td>
<td>127279</td>
<td>381144</td>
</tr>
<tr>
<td>1947</td>
<td>955929</td>
<td>674952</td>
<td>231702</td>
<td>353667</td>
<td>90335</td>
<td>419995</td>
</tr>
</tbody>
</table>

F = francophones  N = néerlandophones  Fig. 2

Évaluations du taux d'habitants néerlandophones à Bruxelles

<table>
<thead>
<tr>
<th>Source</th>
<th>% néerlandophones</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Roela</td>
<td>39%</td>
</tr>
<tr>
<td>Kint</td>
<td>max. 22%  min. 21%</td>
</tr>
<tr>
<td>Monteyne</td>
<td>25%</td>
</tr>
<tr>
<td>Kluf - Van der Vorst (consécutifs)</td>
<td>18%</td>
</tr>
<tr>
<td>Boserup</td>
<td>max. 22%  min. 18%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lindemans</td>
<td>1948 56%  1966 47%</td>
</tr>
<tr>
<td>De Bondt</td>
<td>max. 35%  min. 25%</td>
</tr>
<tr>
<td>Les lions rouges</td>
<td>27%</td>
</tr>
<tr>
<td>Deconick</td>
<td>30%</td>
</tr>
<tr>
<td>European Marketing Research Ass.</td>
<td>27%</td>
</tr>
<tr>
<td>Recensement de 1947</td>
<td>25%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fig. 3

Langue(s) employée(s) selon la situation (en %)

| Langue(s)                         | 15,7 12,5 12,2 18,6 13,4 7,9 14,5 11,4 12,7 |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| néerlandais standard              |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| dialecte néerlandais              | 30,9 24,3 26,6 33,7 28,7 30,2 34,4 37,7 34,7 |
| français                           | 29,8 14,9 27,5 25,7 21,3 15,2 29,0 38,9 22,5 |
| français et néerlandais           | 12,0 5,1 4,6 11,8 12,2 4,6 9,6 4,6 10,2 |
| néant, pas de réponse             | 11,7 43,1 28,1 7,2 13,2 61,9 12,6 7,2 19,8 |
| total                             | 100   100 100 100 100 100 100 100 100 |

RE = restaurant  TH = théâtre  BL = blanchisserie  GM = grand magasin  CI = cinéma  CO = coiffeur  HO = hôpital, clinique  TR = tramway  Fig. 4

Bruxellois domiciliés depuis la naissance dans la même commune (moyenne: 18%)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>%</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Anderlecht</td>
<td>27%</td>
</tr>
<tr>
<td>Berchem-Ste-Agathe</td>
<td>16%</td>
</tr>
<tr>
<td>Watermaal</td>
<td>21%</td>
</tr>
<tr>
<td>Woluwé-St-Lambert</td>
<td>16%</td>
</tr>
<tr>
<td>Bruxelles</td>
<td>21%</td>
</tr>
<tr>
<td>Forêt</td>
<td>15%</td>
</tr>
<tr>
<td>Molleenek-St-Jean</td>
<td>20%</td>
</tr>
<tr>
<td>Etxelles</td>
<td>15%</td>
</tr>
<tr>
<td>Uccle</td>
<td>19%</td>
</tr>
<tr>
<td>Woluwé-St-Pierre</td>
<td>14%</td>
</tr>
<tr>
<td>Schaerbeek</td>
<td>18%</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Josse-ten-Noode</td>
<td>13%</td>
</tr>
<tr>
<td>Auderghem</td>
<td>18%</td>
</tr>
<tr>
<td>Ganshoren</td>
<td>13%</td>
</tr>
<tr>
<td>Etterbeek</td>
<td>17%</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Ciplies</td>
<td>12%</td>
</tr>
<tr>
<td>Evere</td>
<td>16%</td>
</tr>
<tr>
<td>Kockelberg</td>
<td>12%</td>
</tr>
<tr>
<td>Jette</td>
<td>16%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fig. 5
Quel est d'après vous le problème belge le plus important ?

- les travailleurs immigrés: 5,1 %
- les impôts: 11,0 %
- la pollution de l'environnement: 22,0 %
- le renchérissement et l'inflation: 27,1 %
- la disparition de vieux quartiers: 3,4 %
- la régionalisation: 2,5 %
- le chômage: 10,2 %
- le problème linguistique bruxellois: 11,9 %
- ne sait pas, néant, ne répond pas: 6,8 %
- total: 100,0 %  Fig. 6

Emploi des langues dans des situations données

Avec:

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>F</th>
<th>F ou N</th>
<th>N</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>voisins</td>
<td>32,5</td>
<td>27,6</td>
<td>39,9</td>
</tr>
<tr>
<td>médecin</td>
<td>35,7</td>
<td>5,1</td>
<td>59,2</td>
</tr>
<tr>
<td>gendarme</td>
<td>19,6</td>
<td>13,0</td>
<td>67,4</td>
</tr>
<tr>
<td>employé municipal</td>
<td>17,5</td>
<td>7,8</td>
<td>74,7</td>
</tr>
<tr>
<td>prêtre</td>
<td>17,6</td>
<td>5,7</td>
<td>76,7</td>
</tr>
<tr>
<td>vendeur</td>
<td>16,1</td>
<td>15,6</td>
<td>68,3</td>
</tr>
<tr>
<td>conjoint</td>
<td>22,4</td>
<td>3,2</td>
<td>74,4</td>
</tr>
<tr>
<td>enfants</td>
<td>22,5</td>
<td>6,9</td>
<td>70,6</td>
</tr>
<tr>
<td>parenté consanguine</td>
<td>7,9</td>
<td>5,0</td>
<td>87,1</td>
</tr>
<tr>
<td>parenté du conjoint</td>
<td>21,7</td>
<td>4,1</td>
<td>74,2</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fig. 7